

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 23/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THIEVIN ET FILS

Zone industrielle Les Riantières
44540 Vallons-de-l'Erdre

Références : N5-2024-0076
Code AIOT : 0006311013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement THIEVIN ET FILS implanté Zone industrielle Les Riantières 44540 Vallons-de-l'Erdre. L'inspection a été annoncée le 29/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THIEVIN ET FILS
- Zone industrielle Les Riantières 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0006311013

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THIEVIN et Fils exploite, sur le site de Vallons de l'Erdre, des installations d'application de peinture.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV
- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques - Points de rejet	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rejets atmosphériques - Vitesse d'éjection	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6-4	Demande d'action corrective	1 mois
7	Suivi des équipements - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-8	Demande d'action corrective	1 mois
8	Suivi des équipements - Détection incendie	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Suivi des équipements - Extincteurs	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Suivi des équipements - Installation de protection contre la	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	foudre			
13	Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-4	Demande d'action corrective	1 mois
14	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 27/05/2020, article 2-2-5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Registre des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

articles s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques - Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	Sans objet
3	Rejets atmosphériques - Respect des VLE - Conformité des rejets	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9-1-I	Sans objet
4	Rejets atmosphériques - Respect des VLE - Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 11	Sans objet
9	Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15	Sans objet
12	Moyens de	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lutte contre l'incendie	article 2-2-2	
16	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5-2 et 5-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques - Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser autant que possible les émissions.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les rejets issus des 3 étuves et des 2 cabines d'application de peinture sont captés et canalisés. Par ailleurs, le local de préparation des peintures est équipé d'un système d'extraction mécanique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques - Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Points de rejet
Prescription contrôlée :

AM du 13-12-2019 - Article 8

Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, etc.). Les points de rejet sont en nombre aussi réduit que possible.

AM du 12-05-2020 - Article 6-2

Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les rejets du local de préparation des peintures ne sont pas associés à une cheminée de rejet.

De plus, les rejets des 3 étuves et des 2 cabines d'application de peinture sont réalisées de manière horizontale, ce qui ne favorise pas la diffusion verticale des polluants dans l'atmosphère.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- équiper les rejets du local de préparation des peintures d'une cheminée conforme aux dispositions applicables ;
- revoir la conception des autres points de rejet, afin de favoriser l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère ; il s'assurera également du respect des dispositions applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 3 : Rejets atmosphériques - Respect des VLE - Conformité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9-1-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n°1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques

des installations d'application de peinture réalisés en mai 2023.
Lors de ces contrôles, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques - Respect des VLE - Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets - Mesures périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ; - au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an. <p>Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préalable à la visite, l'exploitant a transmis les rapports de contrôles des rejets atmosphériques réalisés en mai 2022 puis en mai 2023. La périodicité de contrôle sur ces rejets est respectée.</p> <p>Par ailleurs, l'analyse du dernier rapport de contrôle montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les méthodes de mesure mises en œuvre sont référencées dans l'avis du 22-02-2022 ; - les contrôles sont réalisés par un laboratoire disposant de l'agrément et de l'accréditation demandés ; leurs références figurent dans le rapport consulté ; - chaque contrôle se base sur des mesures réalisées à trois reprises pendant au minimum 1/2 heure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.</p>
Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants de l'établissement pour l'année 2022.

La consommation de solvants est estimée à 41.9 tonnes et les émissions diffuses représentent environ 2.3 % de la quantité de solvants utilisés.

Le plan présenté appelle les observations suivantes de la part de l'inspection des installations classées :

- le plan a été établi le 04-01-2024 ;
- la détermination du flux de solvants canalisés s'appuie sur la campagne de mesures réalisée en mai 2023 (excepté pour la cabine 2) et non celle de 2022.

Dans ce plan, l'exploitant précise ne pas émettre de COV à mention de danger spécifique listés à l'article 9-1-II de l'AM du 13-12-2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle que le plan de gestion des solvants de l'année N doit être établi avant le 31 mars de l'année N+1 et transmis à l'inspection des installations classées, car la consommation annuelle de solvants de l'établissement est supérieure à 30 tonnes par an.

De plus, l'exploitant doit revoir le calcul du flux canalisé (O1) dans le plan de gestion des solvants de l'année 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 6 : Rejets atmosphériques - Vitesse d'éjection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6-4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5000 m³/h.

Constats :

Les résultats des mesures de vitesse réalisées au niveau des installations d'application de peinture en mai 2023 mettent en évidence les points suivants :

Installation	Vitesse mesurée en m/s	Débit associé en Nm ³ /h
Etuve 1	4.6	2260

Etuve 2	2.28	1150
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :		
L'exploitant doit mettre en conformité les installations concernées avec la vitesse minimale d'éjection fixée à l'article 6-4 de l'arrêté ministériel du 12-05-2020. Il précisera les actions correctives envisagées pour chaque point de rejet concerné.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 1mois		

N° 7 : Suivi des équipements - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques établi par la société BUREAU VERITAS en août 2023 ainsi que l'attestation Q18 correspondante dans laquelle il est précisé que "l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion". 94 observations figurent dans le rapport dont 27 sont reprises dans l'attestation Q18. L'exploitant a précisé avoir réalisé certaines actions correctives. Cependant, il a précisé ne pas avoir mis en place un suivi des écarts. De plus, il est précisé dans le rapport, que certaines installations électriques n'ont pas été vérifiées lors de ce contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit remettre en conformité, dans les meilleurs délais, les installations électriques de l'établissement. Il précisera les actions correctives définies et l'échéancier de remise en conformité associé. Il met en place un suivi des écarts. Concernant l'exhaustivité du contrôle, l'exploitant analyse les observations émises dans le rapport et précise les dispositions prises pour que la vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement soit réalisée lors du prochain contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 8 : Suivi des équipements - Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'un système de détection automatique d'incendie a été mis en place dans les 2 cabines de peinture et dans le local de préparation des peintures. Il a été constaté que le système a été mis en service ; par contre, l'exploitant a précisé qu'il n'avait pas été réceptionné à ce stade suite au constat de dysfonctionnement de 2 sondes VESDA mises en place dans les installations d'aspiration. L'exploitant a également précisé que la détection d'incendie entraîne la coupure des utilités de l'atelier peinture (gaz et électricité) et le déclenchement de l'alarme incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le document justifiant de la réception du système de détection automatique d'incendie mis en place. L'inspection des installations classées rappelle que ce dispositif doit faire l'objet d'une vérification périodique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 9 : Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de

sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des dispositifs de désenfumage réalisée en avril 2023. Celui-ci ne met pas en évidence de non-conformité ; il n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi des équipements - Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs réalisée en mars 2023. Dans ce rapport, il est précisé que l'extincteur n°47 devait être remplacé après la vérification. L'exploitant n'a pas pu justifier son remplacement le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirme que l'extincteur n°47 a été remplacé et transmet le document justificatif correspondant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 11 : Suivi des équipements - Installation de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de

sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisée en juin 2023.</p> <p>4 observations sont émises.</p> <p>En particulier, ce rapport met en évidence des actions à réaliser pour interconnecter les prises de terre ainsi que certaines installations électriques.</p> <p>L'exploitant a précisé que des travaux ont été réalisés par l'entreprise ARTPROTEC au second semestre 2023, sans pouvoir présenter de documents justificatifs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que les actions correctives pour prendre en compte les 4 observations émises dans le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre en juin 2023 ont été réalisées. Il transmet les documents justificatifs correspondants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'au moins une réserve d'eau d'incendie interne d'un volume de 160 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que la réserve d'eau d'incendie d'un volume de 160 m³ a été mise en place.</p> <p>Cependant, l'exploitant précise que certains travaux doivent être finalisés (clôture périphérique, modification des dispositifs de connexion, ...), avant de pouvoir la faire réceptionner par les services de secours et d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informera l'inspection des installations classées lorsque la réserve d'eau aura été réceptionnée par les services de secours et d'incendie.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre représentant un volume de 1449m³ (volume utile qui doit être disponible en permanence correspondant au calcul suivant le guide technique D9A) sont récupérés dans un bassin étanche d'un volume utile minimal de 2383 m³. Une vanne dont la fermeture est asservie à la détection incendie est mise en place en sortie de ce bassin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté la mise en place du bassin de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ainsi que de la vanne en sortie de bassin.</p> <p>L'exploitant a précisé que l'asservissement de la vanne à la détection incendie sera réalisé prochainement, lorsque la réception du système de détection d'incendie aura été réalisée (Cf. Point de contrôle n°8).</p> <p>La présence de végétation dans le bassin pouvant détériorer sa membrane d'étanchéité a également été constatée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit asservir la fermeture de la vanne de confinement des eaux d'extinction à la détection automatique d'incendie.</p> <p>Il procèdera au nettoyage du bassin et s'assure qu'en toute circonstance, le volume minimal défini pour le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie est disponible (en effet, lors de la visite, des précipitations récentes avaient remplies le bassin de manière significative).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 14 : Rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2020, article 2-2-5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du fait des activités menées par l'établissement,</p>

notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, aires de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont contrôlés et nettoyés régulièrement (à minima une fois par an). Ils sont munis d'un obturateur automatique commandant une alarme dans le cas où l'appareil atteint sa capacité maximale de rétention des hydrocarbures.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que deux séparateurs d'hydrocarbures ont été mis en place sur le site (l'un en sortie du bassin de confinement, l'autre au niveau de l'aire de lavage) et qu'ils ont fait l'objet d'un nettoyage en 2023.

Cependant, les documents justificatifs correspondants n'ont pas pu être présentés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirme que les dispositifs de traitement ont été contrôlés et nettoyés depuis moins d'un an (rapport d'intervention et bordereaux de suivi des déchets correspondants). Le cas échéant, il procédera aux opérations de contrôle et de nettoyage dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1mois

N° 15 : Registre des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3-3

Thème(s) : Risques accidentels, Registre des produits dangereux

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

En réponse à l'inspection précédente, l'exploitant a précisé avoir mis en place un "système qui permet de connaître l'état des stocks de la peinture et des autres produits en temps réel dans l'entreprise".

Cependant, lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter l'état des stocks des quantités de produits dangereux détenus sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirme que les modalités d'établissement de l'état des stocks mises en place suite à la précédente inspection sont toujours opérationnelles. Une consigne présentant les modalités

pour établir l'état des stocks des produits dangereux présents sur le site sera rédigée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 16 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5-2 et 5-3
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est limité à la valeur mentionnée par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. (...)</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé que la consommation d'eau du site était de l'ordre de 3000 m3 par an en se basant sur les factures associées.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de limiter sa consommation d'eau, en particulier en période de sécheresse (telle que connue en 2019 et en 2022) ; en effet, l'arrêté cadre sécheresse prescrit une auto-limitation des consommations au niveau "Alerte" et un objectif de 30% de réduction du volume journalier habituellement consommé au niveau "Alerte renforcée".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place un relevé périodique (a minima semestriel) du compteur principal de l'établissement. Il identifie les principales utilisations d'eau réalisées sur le site et les actions à mettre en place pour répondre aux dispositions prescrites par l'arrêté cadre sécheresse.</p>
Type de suites proposées : Sans suite